

Martin Vizcarra refuse la légalité de la motion à son encontre introduite au Congrès



**A la grande surprise des élus,
Martin Vizcarra s'est présenté au Congrès du Pérou.**

Lima, 18 sept (Prensa Latina) Le président péruvien Martin Vizcarra a rejeté aujourd'hui devant le Parlement, faute de justification légale, la motion de vacance adoptée contre lui pour "incapacité morale permanente".

Arrivé de façon inattendue au palais législatif alors que l'on pensait qu'il ne se présenterait pas, Martin Vizcarra a déclaré qu'il y allait malgré les conseils contraires selon lesquels sa présence pourrait cautionner «une procédure qui n'est pas conforme à la loi» et qu'il pourrait être maltraité.

«Je n'y crois pas et je suis convaincu que nous devons donner des signaux à la population que la démocratie doit être forte et que le plus important est de tenir tête », a-t-il ajouté lors de son intervention devant le Parlement.

Martin Vizcarra a demandé si la raison de la procédure de vacance à son encontre était la divulgation d'audio compromettants, partiellement diffusés, montés et utilisés sans expertise ni vérification juridique.

Il a reconnu sa voix dans l'un des enregistrements, mais a décrit la façon dont ils sont présentés pour l'accuser de partialité sans définir le crime.

Il a proposé que le ministère public enquête sur ces enregistrements et fasse toute la lumière sur la vérité et, s'il y a un crime, que l'organe judiciaire compétent le détermine.

Le président s'est également déclaré prêt à témoigner devant le ministère public, bien que la constitution indique qu'il ne peut être poursuivi qu'après la fin de son mandat.

Je vais démontrer que mon comportement a toujours été correct et que je n'ai commis aucun acte illégal ; le Pérou ne peut pas être paralysé par quelques cassettes audio sans aucune validité", a-t-il déclaré.

Par exemple, il a présenté des copies de lettres de son ancienne secrétaire, Karem Roca, le personnage principal des audios, dans lesquelles elle se rétracte pour avoir dit dans les enregistrements que la marine espionnait les membres du Congrès et qu'un ministre est le "caissier" du président.

Tant de mensonges, tant de faussetés, et pourtant, sans le moindre contraste, sans enquête, on envisage la possibilité de libérer le président, a déclaré Mme Vizcarra.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/234552-martin-vizcarra-refuse-la-legalite-de-la-motion-a-son-encontre-introduite-au-congres>



Radio Habana Cuba